

13^e législature

Question N ^o : 122380	de M. Eckert Christian (Socialiste, radical, citoyen et divers gauche - Meurthe-et-Moselle)	QE
Ministère interrogé :	Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	
Ministère attributaire :	Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	
	Question publiée au JO le : 22/11/2011 page : 12125	
	Réponse publiée au JO le : 17/01/2012 page : 486	
Rubrique :	Énergie et carburants	
T ^h ème d'analyse :	Énergies renouvelables	
Analyse :	méthanisation des déchets. financement	
<u>Texte de la QUESTION :</u>	<p>M. Christian Eckert attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire sur les conditions et tarifs de rachat de l'électricité issue du biogaz. Depuis la parution au <i>Journal officiel</i> de l'arrêté relatif à cette question le 21 mai 2011, de nombreuses questions restent en suspens. En effet, la nouvelle version du contrat d'achat d'électricité n'existe toujours pas. Cette situation met en danger les installations prêtes à produire mais qui, faute de contrat, ne peuvent livrer et donc percevoir de revenus indispensables pour couvrir les dépenses de remboursement. De plus, selon l'association des agriculteurs méthaniseurs de France, au cours des diverses réunions au ministère, a été actée l'idée d'apporter une solution aux installations existantes pour leur permettre d'évoluer. L'association souhaite par ailleurs l'application de la prime aux effluents d'élevage aux installations livrant déjà et la rédaction d'un arrêté de rénovation pour les sites qui souhaiteraient rénover leurs installations. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui apporter des précisions concernant le contrat d'achat d'électricité et de lui indiquer si les mesures énoncées ci-dessus sont envisagées pour soutenir le développement de la méthanisation agricole.</p>	
<u>Texte de la REPONSE :</u>	<p>La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables fixe pour la France un objectif de 23 % d'énergie renouvelable en 2020. La contribution de la méthanisation à l'atteinte de cet objectif s'élève à 625 mégawatts électriques et à 555 000 tonnes équivalent pétrole de chaleur par an en 2020. Ces objectifs reviennent à multiplier par quatre la production d'électricité et par sept la production de chaleur produites par le biogaz sur une dizaine d'années. Il s'agit de faire émerger une centaine de projets chaque année, alors que la France n'en compte aujourd'hui qu'une centaine en service. Pour relever ce défi, le Gouvernement a revalorisé, par arrêté en date du 19 mai 2011, le tarif d'achat de l'électricité produite à partir du biogaz de 20 % en moyenne pour les petites et moyennes installations agricoles. Les tarifs sont complétés par des aides à l'investissement qui permettent aux projets non rentables dans les nouvelles conditions tarifaires d'atteindre le seuil de rentabilité. Les nouvelles conditions tarifaires ne s'appliquent pas aux installations déjà existantes. Il n'est en effet pas possible de modifier les contrats d'obligation d'achat déjà signés. L'article 9 ter du décret n^o 2001-410 du 10 mai 2001 relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat introduit néanmoins une dérogation à ce principe : les installations ayant fait l'objet d'investissements de</p>	

Les renouvellements peuvent, dans certaines conditions, être considérés comme ayant été mis en service pour la première fois et ainsi prêter aux nouvelles conditions tarifaires. Il faut pour cela que le ministre en charge de l'économie et le ministre en charge de l'énergie prennent un arrêté dit de renouvellement qui fixe les critères de montant et de nature des investissements de renouvellement. Par ailleurs, des modèles indicatifs de contrats d'énergie électrique produite par des installations bénéficiant de l'obligation d'achat ont été établis conjointement par Electricité de France et les organisations représentatives des distributeurs non nationalisés, à l'issue d'une concertation avec les représentants de chacune des filières d'énergies renouvelables concernées. Le modèle de contrat applicable à l'arrêté tarifaire du 19 mai 2011 a été approuvé par le ministre chargé de l'énergie le 27 octobre 2011 et est disponible sur le site du ministre chargé du développement durable, à l'adresse ci-dessous : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-modeles-indicatifs-de-contrats.10760.html>